

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 18 Mars 2005

## Faire de la politique autrement

Selon un discours largement répandu, **il y aurait d'un côté le monde politique, et de l'autre côté la société civile**. Les hommes politiques eux-mêmes se présentent souvent comme des **professionnels**.

Comme si tout ce qui concerne la vie publique, les lois, les dépenses publiques, ne nous regardait que le jour des élections, puis ensuite, basta, à eux de se débrouiller...

Les **partis politiques** sont souvent perçus, non sans raison, comme des clubs d'élus, ou de personnes qui aspirent à l'être. Les militants y déploient des trésors d'abnégation, mais ils sont surtout sollicités pour coller des affiches ou distribuer des tracts, et leur rôle dans l'élaboration des orientations est des plus limités (les référendums internes au PS et chez les Verts faisant figure d'heureuses exceptions). La sélection des dirigeants au plus haut niveau leur échappe, ceux-ci étant le plus souvent cooptés dans des cercles restreints, composés surtout d'énarques. L'aptitude à résumer sa « pensée » d'une phrase est déterminante (à la télévision, il est rare qu'un homme politique puisse développer davantage sans être interrompu). Du haut en bas de la pyramide, chaque chef s'emploie à écarter ceux qui risqueraient de leur faire de l'ombre (comment comprendre autrement, pour ne prendre qu'un exemple récent, le choix de Raffarin comme premier ministre ?).

Pas étonnant, dans ces conditions, que les partis politiques aient des effectifs réduits, surtout masculins, avec une moyenne d'âge élevée, et que les classes populaires y soient aussi peu représentées.

Alors même que, comme l'a bien observé Ségolène Royal (voir n°17), les citoyens qui s'intéressent à la vie publique sont « hyperinformés, sur l'Europe ou sur des choses plus techniques encore. Ils décryptent tout. »

Heureusement, on n'est pas obligé d'adhérer à un parti politique pour agir en tant que citoyen.

En fonction de ses centres d'intérêt, on peut choisir une **association** qui s'intéresse surtout aux questions locales, ou aux questions internationales, ou aux droits de l'homme, ou à l'environnement, ou au logement, ou à la consommation, ou à la santé, ou à l'école, ou à la culture, ... Il n'y a pas d'enjeu de pouvoir. De plus en plus de citoyens s'investissent dans des associations. Celles-ci ne sont pas limitées par les échéances électorales. Elles peuvent réfléchir à plus long terme. Elles peuvent se permettre de dire parfois des choses désagréables sans craindre de déplaire. Elles façonnent l'opinion publique. Elles ont de plus en plus d'influence sur les élus. Elles obtiennent des résultats concrets.

L'air, l'eau, le soleil, la nature, sont à tout le monde. Les découvertes de nos ancêtres, les trésors de la création, de l'imagination de nos prédécesseurs sont à nous.

Ne soyons pas simplement spectateur de la façon dont notre monde se transforme.  
**Chacun d'entre nous, nous avons notre mot à dire. Disons-le. Agissons.**

## Bonnes nouvelles

La **Charte de l'environnement** vient d'entrer dans la Constitution française. Elle proclame le droit de chacun à « vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé ». Elle instaure le « principe de précaution », ainsi que l'obligation, pour les pollueurs, de « contribuer à la réparation des dommages ». (*Politis, 3 mars*).

La Commission générale des pêches pour la Méditerranée, organisme intergouvernemental, a décidé d'interdire en Méditerranée la pêche en eau profonde au delà de 1000 mètres. « C'est une avancée importante, la première au monde dans ce genre. C'est une **avancée significative vers une pêche durable** en Méditerranée », indique François Simard, de l'Union mondiale pour la nature. La surexploitation des ressources en poissons a conduit la proportion des espèces en danger à passer d'environ 10% dans les années 1970 à 24% en 2003. Pour stopper cette évolution, il faudrait créer un réseau mondial d'aires protégées couvrant 20 à 30 % de la surface des mers. (*Le Monde, 11 mars*).

Afin de montrer l'exemple, la ville de **Nice** a mis à la disposition de son personnel une cinquantaine de **vélos** pour inciter les employés à renoncer à leur voiture. La municipalité espère inciter les Niçois à faire de même. (*Silence, mars 2005*).

## Justice et Mémoire

**Pas de réconciliation possible si les crimes ne sont pas reconnus.** Aussi faut-il se féliciter de ce que les crimes de guerre en Yougoslavie soient déférés devant le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie (le premier ministre du **Kosovo** vient d'y être inculpé de crimes de guerre, et a démissionné. Mais Ratko Mladic et Radovan Karadzic sont toujours recherchés).

Réjouissons-nous aussi que par la France (par son ambassadeur à Alger, Colin de Verdière) ait fini par reconnaître, mieux vaut tard que jamais, le 27 février, que le **massacre de Sétif** en 1945 était « **inexcusable** ». Le 8 mai 1945, alors qu'en France et en Algérie, on célébrait l'armistice marquant la capitulation de l'Allemagne nazie, des militants du Parti du peuple algérien, dissous en 1939, se rassemblèrent pour réclamer la libération de leur chef Messali Hadj. Bien vite, la colère des manifestants se retourna contre les Français de la ville. 109 colons furent tués, plus d'une centaine blessés. La répression fut alors d'une brutalité extrême, la marine tirant à partir de la côte, l'aviation bombardant et mitraillant les villages. Le bilan fut, selon les sources, d'entre 10 000 et 45 000 morts. Cette tragédie constitua le socle du nationalisme algérien. De nombreux historiens situent là le déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne. (*Le Monde, 10 mars*).

La traite des Noirs est aussi une réalité historique qui ne doit pas être niée, ou sous-estimée. « Au total, **11 millions d'Africains furent déportés vers les Amériques** entre 1540 et 1867. Les traites **orientales** (en direction de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient), elles, conduisirent à la déportation d'environ **17 millions** de personnes (avec une marge d'erreur de 25%) entre les années 650 et 1920. A quoi il faut ajouter les traites **internes**, destinées à alimenter en captifs les sociétés esclavagistes de l'Afrique noire précoloniale. On pense que **14 millions** de personnes furent ainsi également déportées, toujours de 650 à 1920. » (*Olivier Petre-Grenouilleau, membre de l'Institut universitaire de France, Le Monde, 6-7 mars*).

Entre avril et juin 1984, 800 000 Tutsis et des Hutus modérés ont été massacrés. Quel a été le **rôle de la France au Rwanda ?** Paris a soutenu jusqu'au bout le pouvoir hutu... Six plaintes contre X déposées au tribunal des armées de Paris visent à faire toute la lumière sur cette affaire. Selon les plaignants, les miliciens hutus entraînaient comme ils voulaient dans les camps de regroupement de la zone humanitaire sûre que les Français avaient constitué pour, officiellement, protéger les Tutsis. Ils interpellaient et assassinaient qui ils voulaient... (*Politis, 3 mars*).

## La fin du pétrole

« **Le monde peut dire adieu au pétrole pas cher** » (Hugo Chavez, président du Venezuela). Le pétrole avoisine les 55 dollars le baril (bien loin de la fourchette de 22 à 28 dollars en vigueur entre 2000 et 2003). Selon le Saoudien Ali Al-Nouaïmi, il restera probablement entre 40 et 50 dollars pendant toute l'année 2005. Le secrétaire général de l'OPEP juge possible un baril à 80 dollars dans les deux années à venir. Néanmoins, la demande devrait progresser de 1,8% en 2005, selon l'Agence internationale de l'énergie. (*Le Monde, 9 mars*).

Alors, le photovoltaïque ? « Un kilowattheure 7 à 10 fois plus cher à produire qu'avec un diesel, sans espoir de réduction majeure ». L'hydrogène ? « Mais il faut d'abord l'extraire, ce qui nécessite beaucoup d'énergie. Si on la tire des énergies fossiles, on tourne en rond. » (*Benjamin Dessus, président de l'association Global Chance, qui dénonce « les utopies technologiques, alibi politique, infantilisation du citoyen », Politis, 3 mars*).

**Pétrole et géostratégie :** pour contourner la tutelle russe, les pays de la **Mer Noire** (Ukraine, Géorgie, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie) misent sur la coopération régionale, et réactivent le G8+5, une organisation régionale née à la fin des années 1990. Cette organisation « est centrée sur l'énergie, sur la nécessité de diversifier les routes d'approvisionnement des hydrocarbures venus d'Asie centrale », explique Alex Grigoriev, le représentant du National Democratic Institute, la fondation du **Parti démocrate américain**, chargée depuis un an d'une mission de conseil auprès des formations politiques locales. (*Le Monde, 11 mars*). Voir ci-dessous les « brèves » sur la **Moldavie et l'Azerbaïdjan**.

De nombreux **pays latino-américains** affirment leur volonté de conserver –ou retrouver– leur souveraineté énergétique : en Bolivie, où l'industrie gazière a été privatisée dans les années 1990, le Mouvement vers le socialisme (opposition) prône la renationalisation de la production de gaz ; les compagnies étatiques bolivienne, vénézuélienne, argentine et équatorienne mûrissent un projet d'intégration régionale, baptisé PetroAmerica. Condoleezza Rice s'est rendue à Mexico le 10 mars, pour s'assurer d'un approvisionnement continu en pétrole de la part du Mexique, qui est le troisième fournisseur des Etats-Unis. (*Le Monde, 11 mars*). Le président argentin appelle au boycottage de Shell (qui détient 16,5% du marché argentin), qui a augmenté le prix de l'essence. (*Le Monde, 13-14 mars*).

## Monde

**Chine :** En 2031, si l'économie chinoise continue à croître à un rythme de 8% par an, le revenu par habitant en Chine rejoindra celui des Etats-Unis actuellement (28 000 euros). A cette date, si les Chinois utilisent proportionnellement autant de pétrole que les Américains aujourd'hui, **la Chine devra disposer de 99 millions de barils de brut par jour** (la production mondiale de brut est aujourd'hui de 79 millions de barils par jour). Le parc automobile chinois s'établirait à 1,1 milliard d'unités. Les routes, autoroutes et parkings représenteront l'équivalent de la surface consacrée aujourd'hui à la culture du riz en Chine. La Chine consommerait 2 milliards de tonnes de céréales, soit les deux tiers de la production mondiale d'aujourd'hui, et 181 tonnes de viande, soit les 4/5 de la production annuelle de la planète. (*étude de l'institut de recherche américain Earth Policy Institute, reprise par Le Monde, 11 mars*).

2031, c'est dans 26 ans seulement. Où est l'erreur ? Qu'est-ce qui va coïncider en premier ?

Mais le pire n'est pas toujours sûr... le gouvernement chinois discute d'une loi sur l'énergie qui prévoit de faire passer la production d'électricité à partir des **énergies renouvelables** de 1% actuellement à **10% en 2020**, ce qui représente une puissance à atteindre de 120 000 MW (soit l'équivalent d'une centaine de réacteurs nucléaires). Pour cela, le gouvernement prévoit l'ouverture d'usines d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques. Il envisage également un programme d'**économies d'énergie** en particulier pour diminuer l'usage du charbon qui est une importante source de pollution (*Silence, mars 2005, qui reprend une information de Libération, 12 janvier*).

**Tchéchénie** : Alan Maskhadov, dirigeant de l'aile modérée de la résistance tchéchène, ancien président élu en 1997, qui venait de décréter un cessez-le-feu unilatéral, a été **assassiné** par les services secrets russes. « Messieurs Chirac, Bush et Schröder, merci », écrit André Glucksmann... « Pas un dirigeant occidental n'a osé appeler le Kremlin à négocier avec le seul leader légitime d'un peuple martyr et héroïque. Au contraire, Chirac et Schröder ont proclamé le maître du Kremlin archange de la paix, eu égard à ses sympathies envers Saddam Hussein. C'était un chèque en blanc, et l'homme du KGB vient maintenant de l'utiliser. Dénués de morale, nos dirigeants manifestent de surcroît une remarquable imbécillité politique. Quel dirigeant va maintenant pouvoir calmer ces milliers de torturés qui ne rêvent que vengeance ? » (*Le Monde, 10 mars*). Seule en Europe, la Pologne a dénoncé l'assassinat. La Cour européenne des droits de l'homme vient de condamner Moscou pour ses exactions en Tchéchénie (*Politis, 3 mars*).

**Moldavie** : le parti communiste du président Vladimir Voronine, qui s'est brouillé avec les Russes, se déclare pro-européen, et tente de se rapprocher des nouveaux régimes démocratiques d'Ukraine et de Géorgie, a remporté les élections législatives du 6 mars en Moldavie (4,3 millions d'habitants). (*Le Monde, 8 mars*).

**Azerbaïdjan** : Un journaliste assassiné : « Elmar [Gouseinov] est une victime de la terreur politique. Tout le monde sait à quel point il est difficile de dire la vérité dans ce pays », a déclaré le chef du Front populaire (le principal parti d'opposition). L'opposition fait le parallèle avec l'assassinat, en 2000, en Ukraine, du journaliste Georgi Gongadzé. [L'ancien ministre de l'intérieur d'Ukraine, Iouri Kravtchenko, considéré comme un personnage clé dans l'assassinat du journaliste, est mort de mort violente le 4 mars...Selon son ancien garde du corps, Léonid Koutchma, l'ancien président aurait commandité le meurtre du journaliste. *Le Monde, 12 mars*]. Les autorités azerbaïdjanaises ont été accusées, ces derniers mois, de vouloir supprimer toute liberté d'expression dans le pays, dans l'optique des élections parlementaires prévues en novembre. (*Le Monde, 6-7 mars*).

**Iran** : la Russie signe un accord de coopération nucléaire avec l'Iran. L'Iran souhaite parvenir d'ici à 2021 à une production de 7 000 mégawatt d'électricité nucléaire. Cet accord fait monter la tension avec les Etats-Unis. (*Le Monde, 1<sup>er</sup> mars*).

**Etats-Unis : lettres de cachet**. Non seulement les Etats-Unis retiennent depuis plusieurs années, en dehors de toute légalité (sans se voir notifier les faits qui leur sont reprochés, sans avoir accès à un avocat, sans bénéficier du statut de prisonnier de guerre) des centaines de prisonniers à Guantanamo, considérés comme suspects d'activités terroristes, mais en plus ils « sous-traitent » la **torture** en transférant certains de ces prisonniers (100 à 150) à des pays du Proche-Orient qui la pratiquent. « Il s'agit tout simplement de trouver quelqu'un d'autre pour faire le sale boulot » (Michael Scheuer, ancien analyste de la CIA, sur la chaîne de télévision CBS). La plupart des détenus seraient pourtant, de l'aveu même de la CIA, des « recrues de faible niveau ». C'est le cas des trois derniers prisonniers français qui, venant d'être renvoyés en France, ne présentent pas un grand intérêt pour les services antiterroristes. Aucun des 540 détenus de 40 nationalités encore présents à Guantanamo n'est un chef taliban ou d'Al-Qaïda. De nombreux détenus, après avoir été libérés, ont affirmé y avoir été torturés. Les méthodes d'humiliation et les mauvais traitements infligés à la prison d'Abou Ghraïb, en Irak, auraient été, pour la plupart, expérimentés sur la base américaine. (*Le Monde, 9 mars*). L'armée américaine a largement pratiqué la torture **en Afghanistan**, comme le démontrent des rapports militaires, publiés par l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. (*Le Monde, 16 mars*).

Les Etats-Unis se retirent du protocole optionnel à la convention de Vienne, qu'ils avaient ratifié en 1969. Ils **récusent ainsi la compétence de la Cour de Justice Internationale**, qui avait rendu plusieurs décisions défavorables contre eux, à propos de ressortissants étrangers (Mexicains, Allemands) condamnés à mort aux Etats-Unis et qui n'ont pu bénéficier des droits que leur garantit la convention de Genève. (*Le Monde, 11 mars*).

Pour éviter un procès sur les **comptes secrets du général Pinochet**, la banque américaine Riggs a accepté de verser 9 millions de dollars aux victimes du dictateur chilien. (*Le Monde, 1<sup>er</sup> mars*).

**Afrique** : voir le film « **le cauchemar de Darwin** », qui montre la surexploitation de la perche du Nil, introduite il y a 50 ans dans le lac Victoria, en Afrique, qui a provoqué l'extinction de pratiquement toutes les autres espèces, et qui pourrait à son tour disparaître rapidement. Mais il y a bien d'autres choses à voir dans ce film particulièrement éclairant.

**Tony Blair** exhorte les pays riches à se mobiliser pour l'Afrique. « Nous devrions être hantés par le fait que quatre millions d'enfants mourront cette année avant leur cinquième anniversaire. » Les difficultés de l'Afrique « sont la conséquence de l'époque coloniale et des tensions nées de la guerre froide qui font porter une responsabilité historique aux grandes puissances ». « Une Afrique instable et désespérée aura de graves conséquences pour le reste du monde ». Il **propose un doublement de l'aide**. La Grande-Bretagne qui préside cette année le G8 présentera un rapport en ce sens au sommet des chefs d'Etat de juin, et l'ONU examinera en septembre l'état d'avancement des « objectifs du millénaire » (diviser par deux la pauvreté d'ici 2015) (*Le Monde, 13-14 mars*).

**Argentine** : L'Argentine a imposé à ses créanciers une perte de 75 % de leur mise (*voir numéro de janvier*). Plus de 76% d'entre eux ont adhéré à ce plan. (*Le Monde, 8 mars*). L'exemple argentin ne milite pas pour la mise en œuvre d'une politique orthodoxe, puisque celle-ci l'a conduit à la faillite. D'autres pays pauvres pourraient s'en inspirer. (*Le Monde, 12 mars*). Le succès argentin marque le **déclin du FMI**. « Il faudrait que les pays endettés s'unissent pour faire front aux créanciers internationaux. C'est le seul moyen de créer un rapport de force conduisant à des réformes radicales du système financier international. Par exemple en remplaçant le FMI par une organisation multilatérale où créanciers et débiteurs seraient représentés sur une base paritaire ». *Dominique Plihon, ATTAC, Politis, 10 mars*).

**Brésil** : l'OMC a donné raison au Brésil, en confirmant la condamnation des subventions américaines sur le **coton**. Selon Brasilia, 12, 4 milliards de dollars auraient été versés en trois ans par les Etats-Unis à leurs producteurs, ce qui leur permet de fournir 40% du marché mondial. (*Le Monde, 5 mars*).

## Union Européenne :

**La directive Bolkestein**, vous connaissez ? C'est ce projet de la Commission européenne (qui l'a approuvé le 13 janvier 2005), qui organise la libre concurrence des services à l'intérieur de chaque pays de l'Union en appliquant la législation sociale du pays où est basé le prestataire. En clair, les entreprises de bâtiment de travaux publics installés en Pologne, par exemple, pourraient envoyer leurs ouvriers en France, en respectant les rémunérations et le droit du travail polonais, mais non français.

Devant l'émoi provoqué à juste titre par ce projet, qui vise à provoquer un nivellement par le bas des droits du travail, et qui menace directement les services, et en particulier les services publics, la "**remise à plat**" de cette directive a été demandée (notamment par le gouvernement français, qui n'avait jusqu'alors rien trouvé à y redire, et qui voudrait qu'on oublie que les deux commissaires français de l'époque, Michel Barnier, UMP, et Pascal Lamy, paraît-il socialiste, l'avaient approuvé)...

Mais la directive Bolkestein ne fait qu'aller dans le sens du projet de **constitution européenne**, qui affirme que l'harmonisation des systèmes sociaux se fera par le marché intérieur (III-209), "à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres" (III-210-2-a), et qui précise que "les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de l'Union sont interdites à l'égard des ressortissants des Etats membres établis dans un Etat membre autre que celui du destinataire de la prestation" (III-144).

Comme l'écrit un économiste (*Christian Saint-Etienne, Le Figaro, 8 février*): "en réalité le projet de traité constitutionnel, qui ne fait que rationaliser intelligemment le corpus juridique européen existant, consolide la base juridique qui fonde la directive Bolkestein. (*Politis, 24 février*).

« Personne ne sait sur quoi vont déboucher les tractations en cours, mais une chose est sûre : il n'y aura rien de concret à attendre avant le référendum en France », indique-t-on dans l'entourage de M. Barroso. (*Le Monde, 3 mars*). **Autrement dit : votez oui, après nous aurons les mains libres ...**

**Temps de travail.** La Commission prépare une révision de la directive concernant le temps de travail. La durée hebdomadaire maximale serait portée de 48 heures à **65 heures**, une fois obtenu l'accord écrit du travailleur, sauf convention collective différente. En outre, la « **période inactive du temps de garde** » (période pendant laquelle le travailleur est de garde, sur son lieu de travail, mais n'est pas appelé par son employeur à exercer son activité ou ses fonctions) **ne serait plus considérée comme du temps de travail** ! ... (*Politis, 3 mars*).

**Suède** : Le 14 septembre 2003, une nette majorité de Suédois (56 %) ont dit « non » à l'euro. C'est pour préserver ce qu'il reste du modèle de l'Etat-providence, réformé lors de la crise économique du début des années 1990, que Stockholm a refusé de participer à l'élaboration d'une politique sociale européenne poussée. Quitte à se retrouver sur la défensive aujourd'hui, face à la nouvelle donne provoquée par l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe orientale, en mai 2004. De ces pays arrivent désormais des entreprises proposant **des services à des tarifs nettement inférieurs** à ceux pratiqués par leurs concurrentes suédoises. Seul un **blocus imposé par des syndicats suédois** à l'encontre d'un chantier réalisé par des ouvriers lettons près de Stockholm a permis, en février, de repousser un premier assaut sérieux. (*Le Monde, 1<sup>er</sup> mars*).

**La Commission européenne favorise la route au détriment du rail !** Elle autorise les aides publiques de 800 millions d'euros de l'Etat français à la SNCF, mais **en contrepartie elle exige une baisse de 10% du trafic marchandise sur trois ans**. Selon le député européen (PS) Gilles Savary, ce plan entérine « le triomphe durable de la route » sur le rail, car il s'agit de « replier le trafic ferroviaire SNCF sur les trafics et sillons les plus rentables ». *C'est au contraire le rail qu'il faudrait privilégier, pour réduire notre dépendance au pétrole, et limiter l'émission de gaz à effet de serre !...* (*Le Monde, 4 mars*).

**Environnement** : Le protocole de Kyoto, qui vient d'entrer en vigueur, a fixé des objectifs fixés (limités, mais c'est un début) pour 2012. Mais après ? Les ministres de l'environnement, réunis le 10 mars, invitent les pays industrialisés à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 15 % à 30 % d'ici à 2020, et de 60% à 80% d'ici à 2050 (la Commission, elle, ne propose rien...). Reste à savoir si les chefs d'Etat et de gouvernement suivront cet avis quand ils se réuniront les 22 et 23 mars. (*Le Monde, 12 mars*).

**Textile** : d'après Euratex (organisation patronale européenne du vêtement et du textile), les exportations de la Chine vers l'Union européenne ont progressé en un an de 46,5% en valeur. Euratex demande à la Commission européenne (qui tergiverse) de prendre des mesures de protection. (*Le Monde, 12 mars*).

**Italie** : l'Italie est devenue l'un des pays d'Europe où la **fécondité** est la plus faible, avec 1,29 enfant par femme, contre 1,99 en Irlande et 1,89 en France. A l'inverse des années 1970, la fécondité en Europe est la plus élevée là où les femmes travaillent le plus et où le mariage est en perte de vitesse : 64 % des naissances se font hors mariage en Islande, contre à peine 9 % en Italie. (*Le Monde, 9 mars*)

**République tchèque** : le jeune premier ministre, le social-démocrate Stanislas Gross, est sur la sellette : chacun se demande comment il a pu acheter, fût-ce à crédit, un appartement pragois d'environ 200 000 euros, en 1999, alors qu'il était président de groupe parlementaire et gagnait l'équivalent d'un peu plus de 1000 euros ? (*Le Monde, 2 mars*). *Et combien gagne en France un président de groupe parlementaire ?*

## France

**Référendum sur la constitution européenne** : Henri Emmanuelli (PS) a décidé de mener campagne pour le non. Les déclarations de Dominique Strauss-Kahn expliquant que le traité permettrait d'éviter des dérives comme celle de la directive Bolkestein ont achevé de le convaincre qu'il ne pouvait pas se laisser associer à des contre-vérités. « En refusant de porter l'espérance d'une Europe sociale, solidaire et humaniste, la social-démocratie ouvre la voie à la désespérance dont se nourrira l'extrême droite. Elle creuse la rupture politique qui se produit entre le bas et le haut de la pyramide sociale, dangereuse pour la démocratie », explique-t-il. « Il est difficile de ne pas voir qu'on veut nous faire avaler un **bloc ultra-libéral** à travers le vote du traité ».

De leur côté, les gaullistes historiques (Pierre Messmer, Jean Charbonnel, Gabriel Kasperit, ...) voteront eux aussi non. « Le Général dirait « non » » (Nicolas Dupont-Aignan, UMP) (*Le Monde, 10 mars*).

**M. Seillère, vous avez raison**, quand vous dites « il paraît évident que le référendum conduit aujourd'hui le gouvernement à ne pas mener en 2005 la politique qu'il avait à l'esprit » (cette perspective l'amène en effet à lâcher du lest sur les salaires dans la fonction publique ; le succès des manifestations du 10 mars n'est pas pour rien non plus dans ce revirement) (*Le Monde, 16 mars*). *Voilà une raison supplémentaire de voter « non » au référendum : si le « oui » l'emporte, gouvernement et patronat pourront enfin « se lâcher », et accentuer leur politique de précarité et d'inégalités.*

**Chômage** : il atteint **10 %** de la population active, ce qui ne s'était pas vu depuis 2000. 40 % des emplois créés depuis 1995 sont précaires. (*Politis, 3 mars*).

**Salariés de l'usine Wolber du groupe Michelin.** Le conseil des prud'hommes avait condamné Michelin à réintégrer ses salariés indûment licenciés (voir n°14). La cour d'appel d'Amiens a suspendu provisoirement l'application de ce jugement. (*Le Monde, 5 mars*). A l'inverse, le conseil des prud'hommes de Paris enjoint à Alcatel de réintégrer 328 anciens salariés qui avaient été « externalisés ». (*Le Monde, 25 février*).

**Eau :** le conseil des ministres a examiné le projet de loi sur l'eau présenté par le ministre de l'écologie. Le projet vise à réformer le niveau des redevances pour pollutions. Celles produites par le monde agricole devraient représenter 3% à 4% du montant total des redevances, contre 1% actuellement. Pour l'UFC-Que Choisir ?, « le scandale actuel, qui fait des ménages la vache à lait de la politique de l'eau et encourage les pollutions agricoles en refusant de faire payer les responsables va continuer ». Or, **la qualité de l'eau ne s'améliore pas** : des pesticides sont présents dans 80% des stations d'eau de surface et dans 57 % des stations d'eau souterraine ; la concentration de l'eau en nitrate dépasse 40 milligramme par litre – la limite sanitaire est de 50 milligrammes. La France a été condamnée à cinq reprises par la cour européenne de justice pour non-respect des textes communautaires. (*Le Monde, 10 et 11 mars*).

**Energie :** « la France aura besoin de moyens supplémentaires de production [d'électricité] à partir de 2008 », selon André Merlin, directeur du Réseau de transport d'électricité, qui chiffre ces besoins à 1000 MW pour pouvoir passer les pointes de consommation. (*Le Monde, 11 mars*). *Et si la bonne réponse c'était d'organiser la diminution de la consommation ?*

**Projet du PS :** le PS élabore son projet pour les élections de 2007. Si on en juge d'après ce qu'en écrit *Le Monde* (16 mars), **on n'y parle pas du réchauffement climatique, ni de la raréfaction programmée des ressources fossiles** (il est vrai qu'il ne faut rien attendre non plus sur ces sujets de ce que va concocter le petit Nicolas...). « La révolte légitime provoquée par les dégâts de la mondialisation libérale ne justifie pas une régression idéologique vers une posture seulement protestataire », dit le projet. *Mais il ne dit pas, semble-t-il, comment lutter contre cette mondialisation libérale. Camarades vite, revoyez votre copie !...*

**Sauvons la recherche :** Plus de 7 000 chercheurs ont manifesté contre le projet de loi d'orientation et de programmation de la recherche. Ils chiffrent les besoins à 5000 créations de postes par an pendant cinq ans, alors que l'avant-projet du gouvernement en prévoit moins de 1000. Ils dénoncent la **précarité** qui leur est imposée : 60 % des étudiants préparant une thèse ne reçoivent aucun financement, plus de 10 000 titulaires d'un doctorat sont en attente d'un poste stable, près de 30% des chercheurs occupent un emploi non garanti, 7000 personnels techniques et administratifs n'ont qu'un contrat à durée déterminée. (*Le Monde, 9 et 11 mars*).

## Paris :

**Les deux-roues polluants indésirables :** consulté sur le plan de protection de l'atmosphère préparé par la préfecture de la région Ile-de-France, la Ville de Paris a proposé des mesures de restriction de la circulation, qui concernent toutes les catégories, y compris les deux-roues motorisés. Les adjoints au maire Yves Contassot et Denis Baupin soulignent que motos, scooters et mobylettes « génèrent **18 % des émissions de CO2** alors qu'ils représentent moins de 10% du trafic ». La ville suggère de limiter ou de réglementer leur usage de manière permanente dans certains quartiers, et d'interdire totalement l'usage de moteurs deux-temps – les plus polluants – en ville. Un projet prévoit par ailleurs, d'ici à 2007, de **réduire à 30 km/h la circulation** dans les quatre arrondissements centraux, et de supprimer une file sur les quais hauts de la Seine, au profit des vélos. (*Le Monde, 15 mars*).

**Hauts-de-Seine :** depuis dix ans, dans le département des Hauts-de-Seine, autour de 14 communes, certains professionnels de santé, se sont constitués en **réseau de santé**, à travers le réseau Ressources. Généralistes, infirmières, psychologues, travailleurs sociaux ont créé un fonds commun, se salarient pour un travail d'équipe fondé sur l'écoute, attaché aux causes des maladies. Il s'agit de soigner aussi bien, dépenser moins, prendre les choses en amont, prévenir, tenir compte du caractère social. Pour sortir de cette pollution qu'est la logique commerciale. (*Politis, 10 mars*). *Intéressant. Mais quelqu'un, parmi les lecteurs de cette lettre, en sait-il plus (quelles communes, où s'adresser) ? Merci de fournir des informations complémentaires.*

**Montrouge :** Articles à lire sur [www.montrouge.net](http://www.montrouge.net) : (notamment) Boatique met les voiles ; particip'actif, le temps de l'action ; sans patrie et sans moine, mais avec un patrimoine local.

## Vie pratique

Un **avion** moderne émet par passager et par kilomètre autant de **gaz à effet de serre** qu'un gros 4x4 (366 g de CO2/km en court courrier) ou qu'une berline moyenne (220 g de CO2/km en long courrier). Il suffit d'un aller Paris-New York pour émettre par passager 1,3 tonnes de CO2, soit autant que 8800 km ou 300 heures de conduite urbaine dans une Clio. (*Alternatives économiques, mars 2005*). *Pensez-y en programmant vos vacances...*

**Si ça passe pas à la télé, ça n'existe pas.** 70 % des Français n'avaient lu en 2002, aucun quotidien national au cours des douze derniers mois, 46 % aucun magazine d'information générale et 36 % aucun quotidien régional. D'où déclin de la presse écrite, qui passe de plus en plus sous la coupe de grands groupes capitalistes, Lagardère, Dassault, Hersant, Pinault... (*Alternatives économiques, dans un bon dossier sur la presse en crise, mars*). *Quand on voit comment l'information(en particulier politique) est traitée à la télé, il y a lieu d'être inquiet.*

**Courrier des lecteurs :** j'ai pris mon courage à trois mains et je viens de voir **le cauchemar de Darwin**. C'est en effet bouleversant. Comme l'a dit une spectatrice en sortant: c'est la descente aux enfers. Je n'en dirai pas plus, je suis encore bouleversée. Il est en effet étonnant qu'un tel film soit présenté dans le réseau commercial. Pourvu que cela dure. (JM)

Tu devrais commencer par les nouvelles de Montrouge, ce qui fait la spécificité de ta lettre, (et en donner une plus large place) et donner la parole à des **assoc locales**, sous forme de tribune, ou de collaboration régulière. (CV) *Avis des autres lecteurs ?*

Je te signale que je me suis attaqué dans mes travaux actuels à la théorie de **la main invisible** [du marché]. Tu trouveras dans quelques jours un article très sérieux dont je suis l'auteur qui ruine cette conception très limitée en profondeur de pensée. Je te signale l'ouvrage de Joseph Stiglitz, Quand le capitalisme perd la tête, Flammarion, où l'auteur explique bien les limites de cette conception.

Pour moi, pire que d'avoir cédé à l'ignorance, la faute est de renoncer aux idéaux de justice, de tolérance et de fraternité. (SP)

ATTAC- Montrouge organise une réunion publique le **mercredi 23 mars, à 20H30**, sur le thème « **la mondialisation libérale** », au restaurant **La Joconde, 6, rue Théophile Gautier (Montrouge)**

Sur le site <http://perso.wanadoo.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment les anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...).

Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.